

NATIONAL CAPITAL COMMISSION
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES TROIS MOIS

CLOS LE 30 JUIN 2025

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
B. Analyse budgétaire.....	5
C. Utilisation des crédits parlementaires.....	6
D. Dépenses d'immobilisations corporelles.....	8
E. Sommaire de l'état de la situation financière.....	9
F. Risques et stratégies d'atténuation.....	9
G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	11
Déclaration de responsabilité de la direction.....	13
État de la situation financière.....	14
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	15
État de la variation des actifs financiers nets.....	16
État des flux de trésorerie.....	17
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	18

RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES TROIS MOIS CLOS LE 30 JUIN 2025

Les résultats financiers pour la période de trois mois clos le 30 juin 2025 ont résulté en un surplus de 17,7 M\$. Cet excédent s'explique principalement par un décalage temporel entre les crédits parlementaires d'immobilisations reçus et la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles de (19,8 M\$), par des revenus d'intérêts supérieurs aux prévisions (0,3 M\$), partiellement compensés par des revenus de location inférieurs aux prévisions (1,1 M\$), des revenus de frais d'accès aux usagers inférieurs aux prévisions (0,5 M\$) et d'autres déficits (0,8 M\$).

A. Analyse des résultats d'une année à l'autre

Les revenus ont augmenté de 0,1 M\$, ou 0,8%, comparativement à la même période l'an dernier, principalement en raison des éléments suivants :

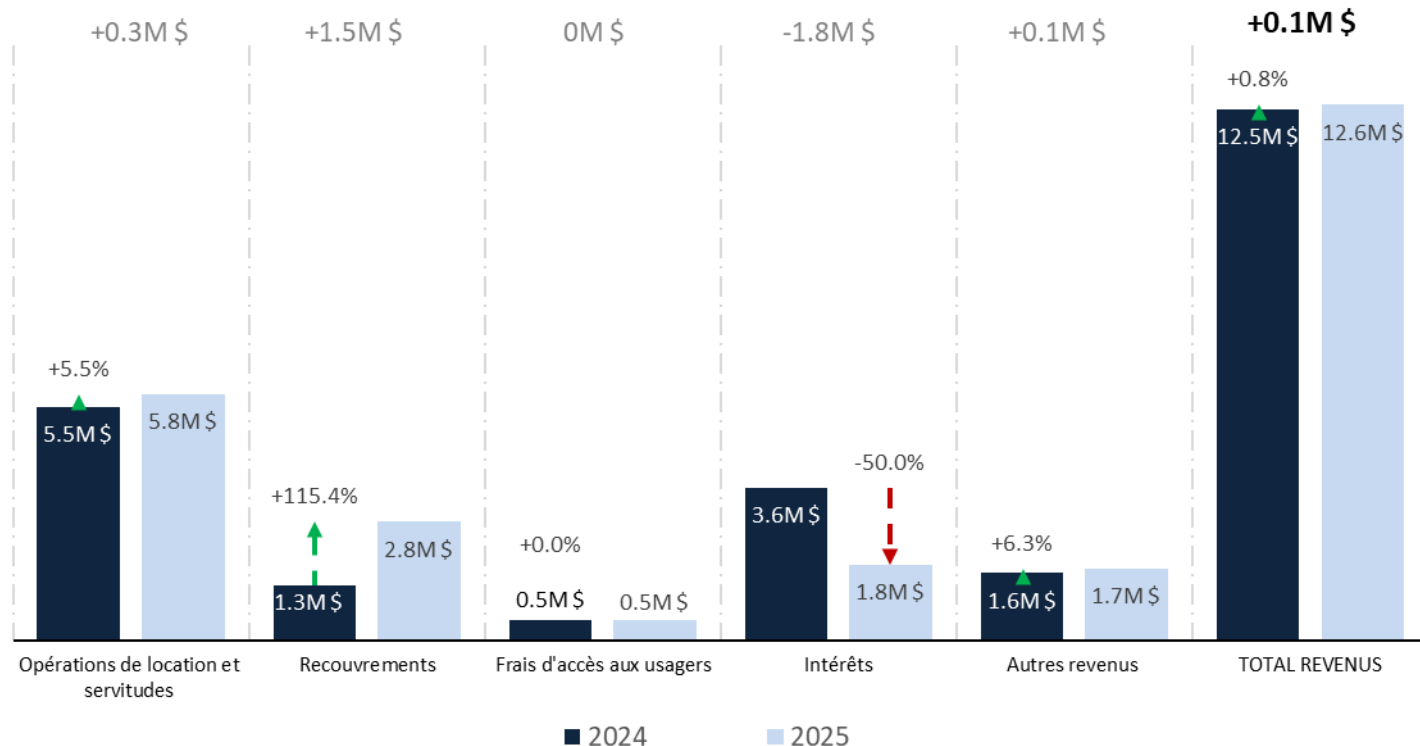
- Augmentation des recouvrements de 1,5M\$, ou 115,4% pour atteindre 2,8 M\$; et
- Augmentation des opérations de location et servitudes de 0,3 M\$, ou 5,5% pour atteindre 5,8 M\$.

Partiellement contrebalancés par:

- Diminution des revenus d'intérêts de 1,8 M\$, soit 50,0 %, pour s'établir à 1,8 M\$.

Par ailleurs, les frais d'accès aux usagers et les autres revenus sont demeurés stables. Le graphique suivant présente les revenus par catégorie comparativement à l'année précédente :

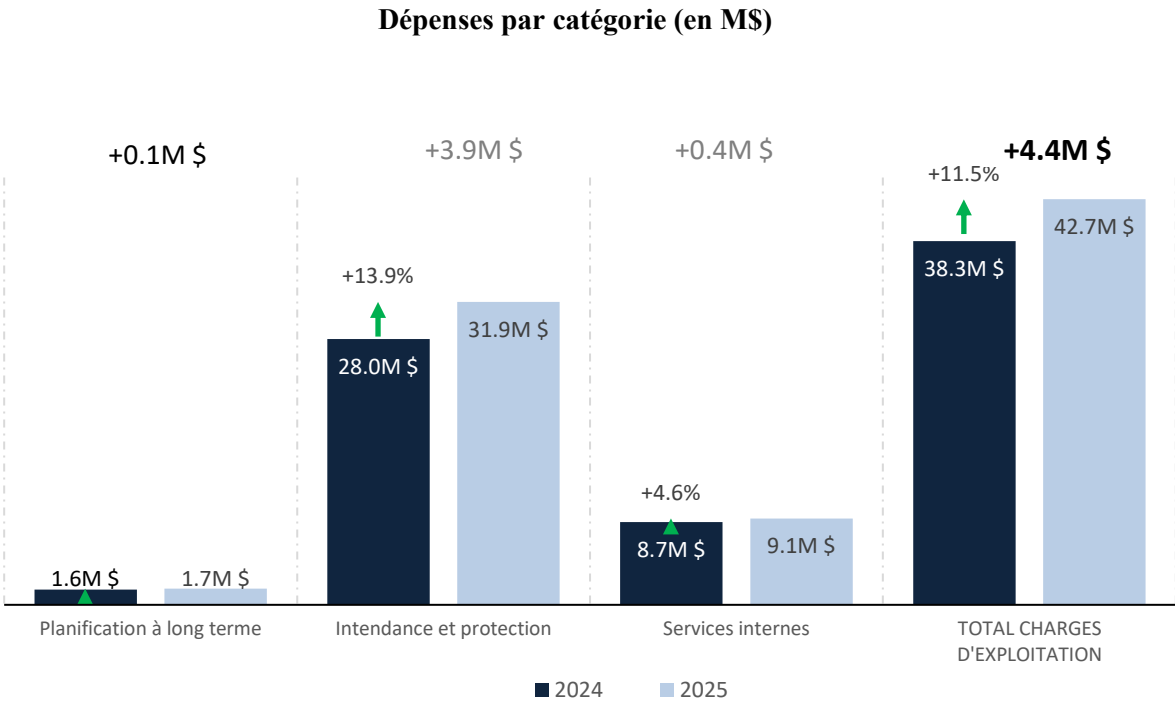
Revenus par catégorie (en M\$)



Les charges d’exploitation ont augmenté de 4,4 M\$, ou 11,5%, comparativement à la même période l’an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- L’intendance et protection a augmenté de 3,9 M\$, ou 13,9%, pour atteindre 31,9 M\$;
- Les services internes ont augmenté de 0,4 M\$, ou 4,6 %, pour atteindre 9,1 M\$;
- La planification à long terme a augmenté de 0,1M\$, ou 6,2% pour atteindre 1,7 M\$.

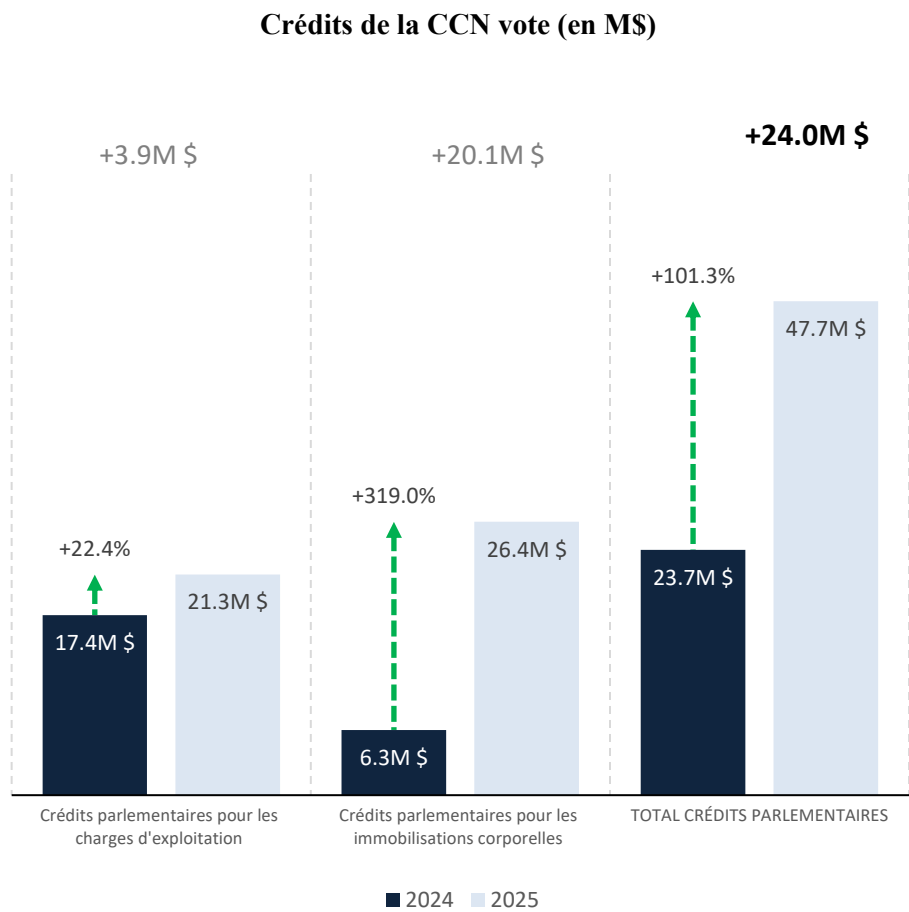
Le graphique suivant présente les dépenses par catégorie comparativement à l’année précédente :



Le financement provenant du gouvernement du Canada par l’entremise des crédits parlementaires a augmenté de 24,0 M\$ comparativement à la même période l’an dernier, s’établissant à 47,7 M\$. Les résultats pour les principales catégories de crédits parlementaires sont comme suit :

- Les crédits pour les charges d'exploitation ont augmenté de 3,9 M\$, ou 22,4%, pour atteindre 21,3 M\$;
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 20,1 M\$, ou 319,0%, pour atteindre 26,4 M\$.

Le graphique suivant présente les crédits par vote comparativement à l'année précédente :



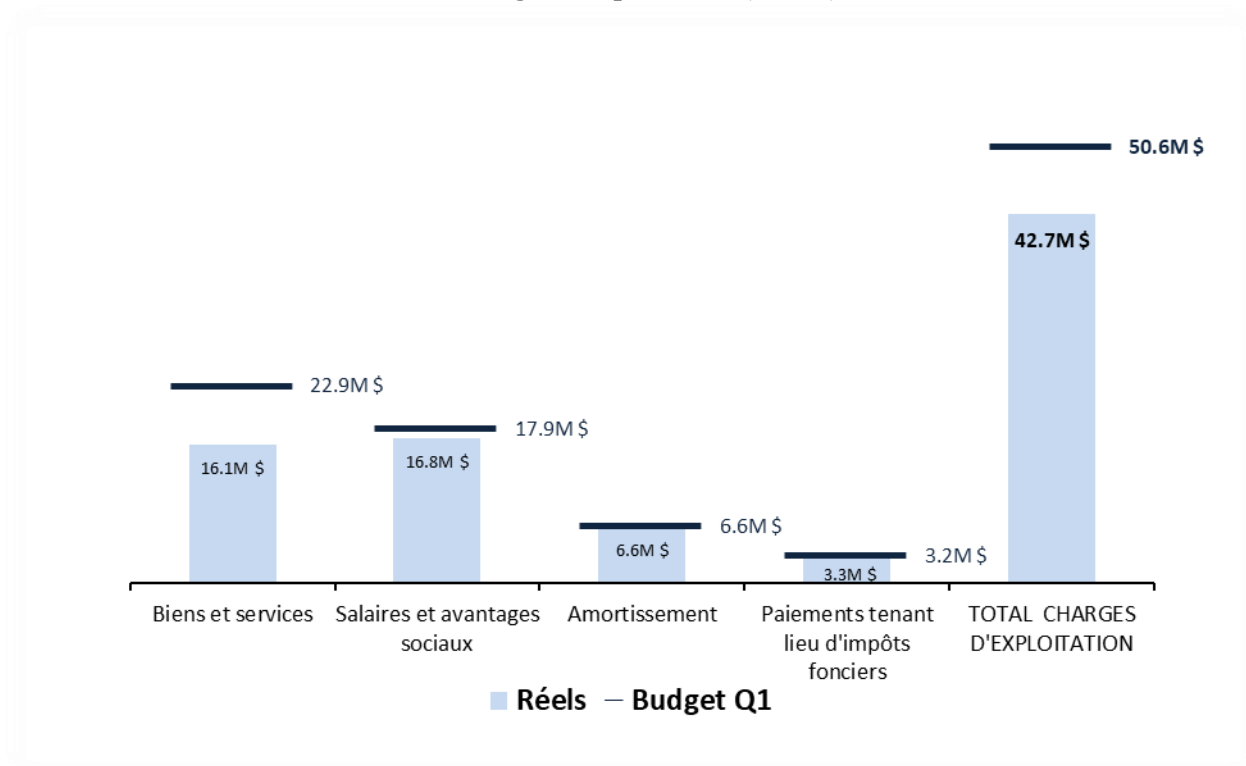
B. Analyse budgétaire

Le budget des revenus pour l'exercice 2025-2026 comprend des éléments non-récurrents tels que les contributions et les recouvrements liés aux initiatives des ponts interprovinciaux et aux commémorations, avec 4,2 M\$ comptabilisés à la fin du premier trimestre, soit 6,8% du budget annuel des revenus non-récurrents. Les revenus récurrents totalisent 8,5 M\$ ou 21,4% du budget annuel au 30 juin 2025.

Les revenus totaux du premier trimestre s'élèvent à 12,6 M\$, comparativement au budget de 25,2 M\$. Les revenus d'intérêts sont supérieurs au budget, tandis que les gains sur la cession d'immobilisations corporelles, les recouvrements, les revenus des opérations de location et servitudes, les frais d'accès aux usagers et les autres revenus sont en dessous du budget.

Le tableau suivant fournit les détails des charges d'exploitation cumulatives de 42,7 M\$ en date du premier trimestre comparativement au budget de 50,6 M\$. L'écart favorable s'explique principalement par des dépenses en biens et services (6,8 M\$), et des salaires et avantages sociaux (1,1 M\$) inférieures aux prévisions.

Charges d'exploitation (en M\$)



C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements de coûts, les revenus d'investissements, les gains sur la cession d'immobilisations corporelles et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre des Services Publics et de l'Approvisionnement Canada. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a comptabilisé 47,7 M\$, ou 23,6 % de son financement annuel en appropriations prévu pour la période terminée le 30 juin 2025. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ici-bas démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

Vote	Budget annuel	Crédits parlementaires reconnus	% Reconnus	Budget supplémentaire des dépenses	Prévision d'ici mars 2026
Crédits pour les charges d'exploitation	97 012	21 221	21.9%	-	75 791
Appropriations différées	4 370	150	3.4%	-	4 220
<i>sous-total</i>	101 382	21 371	21.1%	-	80 011
Crédits pour les immobilisations corporelles	100 253	20 951	20.9%	-	79 302
Appropriations différées	572	5 415	946.7%	-	5 463
<i>sous-total</i>	100 825	26 366	26.2%	-	84 765
Total	202 207	47 737	23.6%	-	164 776

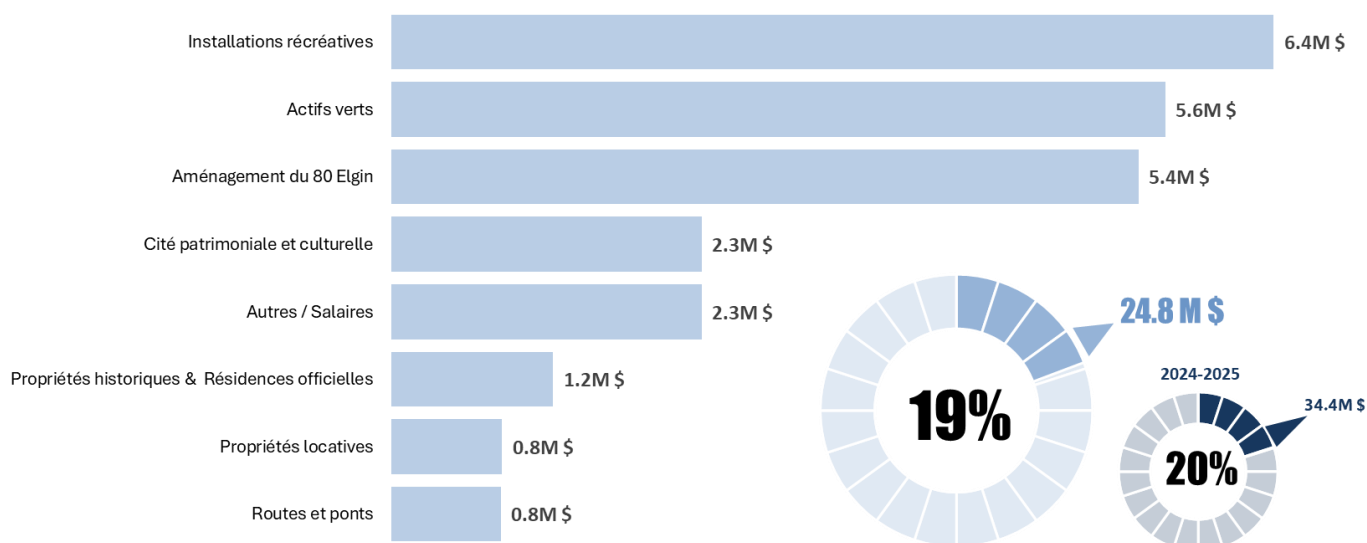
Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 30 juin 2025 (note 8 des états financiers trimestriels).

D. Dépenses d'immobilisations corporelles

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

Pour les trois mois clos le 30 juin 2025 (K \$)	Réels
Routes et ponts Pont du Portage	794
Propriétés historiques Résidences officielles	1 174
Propriétés locatives	805
Mise en valeur de propriétés Réaménagement des plaines LeBreton	80
Cité patrimoniale et culturelle	2 251
Actifs verts Aménagement du parc riverain de la berge sud, système d'éclairage le long du canal Rideau, escarpement de la Colline du Parlement	5 611
Installations récréatives Camping du lac Philippe	6 395
Équipements	13
Acquisitions de propriétés (y compris le fonds vert)	62
Aménagement du 80 Elgin	5 416
Autres Salaires	2 240
Totaux Réels T1 2025-26	24 841
Totaux Réels T1 2024-25	34 424
Variance	(9 583)

Budget 2025-2026	128 973
% Budget	19%
% réels + engagements (financé par le budget annuel et les reports)	105%



E. Sommaire de l'état de la situation financière

Les actifs financiers totaux s'élevaient à 229,5 M\$ au 30 juin 2025, soit une augmentation de 7,7 M\$ ou 3,5 % par rapport à 221,8 M\$ au 31 mars 2025, principalement en raison d'une augmentation de 8,4 M\$ de la trésorerie et équivalents de trésorerie, 2,1 M\$ de trésorerie et équivalents de trésorerie affectés, contrebalancés en partie par une diminution de 2,9 M\$ des créances, tandis que les investissements ont demeurés stables.

Les passifs ont totalisé 212,9 M\$ au 30 juin 2025, soit une augmentation de 11,3 M\$ ou 5,6% par rapport à 201,6 M\$ au 31 mars 2025, principalement attribuable à une augmentation de 6,0 M\$ des comptes créditeurs et charges à payer et 4,2 M\$ des revenus reportés et de 1,7 M\$ d'autres passifs, partiellement compensée par une diminution de 0,5 M\$ des avantages sociaux futurs des employés.

Les actifs non financiers se chiffraient à 1 069,0 M\$ au 30 juin 2025, une augmentation de 21,2 M\$ ou 2,0 % par rapport à 1 047,8 M\$ au 31 mars 2025, reflétant principalement l'augmentation des immobilisations corporelles, nettes de l'amortissement en raison de l'avancement des projets en immobilisations financés par le Budget 2020 et l'Énoncé économique de l'automne 2022.

F. Risques et stratégies d'atténuation

La CCN identifie, gère et atténue les risques auxquels elle est exposée en adoptant un cadre intégré de gestion, qu'elle applique à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. La gestion des risques d'entreprise s'intègre au cycle de planification et de reddition de comptes de la CCN par le truchement d'un exercice visant à établir son profil de risque. Cet exercice aide la société d'État à identifier ses principaux risques d'entreprise ainsi que les mesures d'atténuation correspondantes pour la période de planification. Ces risques d'entreprise sont suivis de près tout au long de l'exercice, et il est rendu compte au conseil d'administration, tous les trimestres, des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation.

La CCN cherche constamment à améliorer son cadre de gestion des risques et à mettre à profit une information plus complète sur les risques pour prendre des décisions. Elle peut ainsi prendre des mesures adéquates pour mettre en œuvre les stratégies d'atténuation nécessaires et conserver sa résilience.

Principaux risques et mesures d'atténuation

En date du 30 juin 2025, la CCN a cerné quatre principaux risques d'entreprises qui dépassent sa tolérance au risque:

1. Gestion des actifs : Depuis 2018-2019, la CCN a fait d'importants investissements en immobilisations pour répondre aux besoins critiques et la détérioration de ses actifs, grâce au financement fournis par le gouvernement du Canada, qui s'efforce de surmonter les impacts des décennies précédentes de sous-investissement. Parallèlement, la société met en œuvre des mesures continues pour améliorer ses processus, ses systèmes et ses pratiques en matière de gestion des actifs et de planification des investissements. Il y a un risque que le manque d'intégration uniforme de la planification du portefeuille, de l'affectation des ressources et de l'exécution des projets limite la capacité de la CCN de gérer efficacement les risques liés à la détérioration des actifs et de préconiser des augmentations de financement.

Afin d'atténuer ce risque, la CCN continuera à travailler sur les biens qui ont besoin de réparations essentielles, de les revitaliser et de les remettre en bon état conformément aux crédits supplémentaires, y compris des mesures visant à accroître leur résilience aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

La CCN tirera parti de nouveaux fonds pour mettre en œuvre un programme de planification des investissements qui intègre la gestion des actifs à long terme, va poursuivre la mise en œuvre d'un programme cyclique d'inspection de l'état des actifs, continuer à tenir à jour les données tout au long du cycle de vie d'un actif, ainsi que renforcer les exigences en matière de priorisation des actifs en fonction de la planification du portefeuille.

La CCN planifiera et mettra en œuvre le remplacement des systèmes intégrés de gestion des finances et des actifs pour répondre aux besoins des membres du personnel qui les utilisent. La Société établira et mettra également en œuvre des approches visant à atténuer les facteurs clés du marché et les facteurs géopolitiques qui pourraient entraîner une augmentation des coûts des projets, notamment l'évolution des politiques tarifaires, la volatilité du marché, les pénuries de main-d'œuvre et la disponibilité des échanges commerciaux, afin de garantir que les coûts globaux du programme restent dans les limites du financement alloué et affecté existant.

La CCN profitera du rapatriement du portefeuille immobilier commercial pour mieux intégrer la planification du portefeuille, l'affectation des ressources et l'exécution des projets dans l'ensemble de son inventaire immobilier. La société poursuivra ses efforts de gestion des actifs grâce à la mise en œuvre de la norme comptable pour le Programme des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

2. Pouvoirs : Les pouvoirs de la CCN conférés par la loi sont demeurés en grande partie inchangés depuis sa création en 1959. Les lacunes au sein de ces pouvoirs présentent des défis pour la CCN dans ses efforts de conservation et de protection des actifs bâtis et naturels, et pour effectuer des transactions immobilières en termes modernes, à l'appui de son mandat. Il y a un risque que les pouvoirs limités de la société nuisent à l'exécution du mandat de la CCN et à sa capacité d'influencer les parties prenantes externes.

Pour atténuer ce risque, la CCN a l'intention de continuer à collaborer avec les partenaires gouvernementaux et à les soutenir dans la mise en place de solutions visant à accroître ses pouvoirs législatifs et réglementaires. La société exercera les pouvoirs existants afin de s'acquitter efficacement de son mandat dans le cadre législatif actuel et en appui aux directives gouvernementales.

3. Changements climatiques : L'impact du changement climatique et des événements météorologiques connexes sur les actifs bâtis et naturels, les opérations et les programmes, ainsi que les ressources financières et non financières, pourrait nuire à la capacité de la CCN de remplir son mandat.

Pour atténuer ce risque, le NCC met en œuvre son Plan d'Adaptation Climatiques et élabore un plan de préparation aux situations d'urgence afin de garantir un état de préparation en cas d'événements météorologiques extrêmes. Le NCC terminera également l'évaluation du cadre de divulgation des risques financiers liés au climat, élaborera et mettra en œuvre un plan visant à prioriser les mesures clés pour intégrer les risques et les opportunités liés au climat dans la planification stratégique et la prise de décision. Enfin, la CCN évaluera et déterminera les risques et les opportunités liés au climat pour les projets et les opérations afin de soutenir des investissements en immobilisation éclairés et efficaces.

4. Capacité en ressources humaines : Les gouvernements et les entreprises font face à des défis considérables, partout au Canada et dans la région de la capitale nationale, alors qu'ils s'efforcent de recruter et maintenir en poste des membres du personnel possédant les connaissances, les compétences et les expériences appropriées. Il y a un risque que les difficultés réelles et perçues liées à la compétitivité de la CCN en matière d'embauche et de maintien en poste du personnel ait une incidence sur sa capacité de s'acquitter adéquatement de son mandat fondamental.

Afin d'atténuer ce risque, la CCN améliorera l'attraction et la rétention des talents par une série de mesures qui comprennent la mise à jour et la mise en œuvre du plan sur la diversité, l'inclusion et l'équité en matière d'emploi ; la poursuite de la promotion d'un milieu de travail engageant, diversifié et inclusif qui attire et retient les talents ; et la poursuite de la capacité de la société à adapter ses environnements de travail pour soutenir le personnel.

La CCN entreprendra un examen de sa rémunération afin d'assurer sa compétitivité et continuera d'encourager et d'explorer des options visant à promouvoir la mobilité et les possibilités de développement de carrière pour les employés de la CCN.

Enfin, la CCN continuera d'optimiser le nouveau programme de dotation des postes, tout en continuant les efforts de sensibilisation pour promouvoir son mandat et accroître sa visibilité en tant qu'employeur de choix dans la Région de la Capitale Nationale auprès des chercheurs d'emploi.

G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

En juillet 2025, le gouvernement du Canada a lancé un examen exhaustif des dépenses afin d'honorer son engagement en matière de dépenses responsables et efficaces qui produisent des résultats pour la population canadienne. Les organisations fédérales, incluant la CCN, ont été invitées à présenter des propositions ambitieuses visant à réduire les dépenses courantes du gouvernement en ciblant les programmes et les activités qui ne sont pas essentiels à leur mandat fédéral ou qui ne cadrent pas avec les priorités du gouvernement.

Dans le cadre de l'Énoncé économique de l'automne 2022, le gouvernement du Canada a réservé un financement supplémentaire considérable à la CCN pour protéger les biens patrimoniaux de la région de la capitale nationale. Ces fonds consistent en un financement supplémentaire au cours des prochaines années jusqu'à 2031-2032 pour la réhabilitation, ainsi que pour le maintien et l'entretien des immobilisations, y compris la réhabilitation des infrastructures d'importance historique et culturelle.

Aucun autre changement important concernant les opérations, le personnel ou les programmes de la CCN n'est survenu au cours des trois mois clos le 30 juin 2025.

États financiers non audités

Pour les trois mois clos le 30 juin 2025

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'États, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,



Tobi Nussbaum

La Vice-présidente, Services généraux et
Cheffe des services financiers,



Tania Kingsberry, CPA, CA

Ottawa, Canada
Le 26 août 2025

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars)

	30 juin 2025	31 mars 2025
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	167 024	158 557
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés (note 4)	14 807	12 701
Créances	16 662	19 590
Placements (note 3)	31 018	30 992
	229 511	221 840
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	44 614	38 553
Provision pour assainissement environnemental	73 979	74 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	29 184	29 184
Revenus reportés (note 5)	39 157	35 046
Avantages sociaux futurs	9 864	10 402
Autres passifs	16 067	14 415
	212 865	201 600
ACTIFS FINANCIERS NETS	16 646	20 240
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 6)	1 058 010	1 039 685
Frais payés d'avance	6 809	3 878
Autres actifs non financiers	4 220	4 220
	1 069 039	1 047 783
EXCÉDENT ACCUMULÉ	1 085 685	1 068 023

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

La présidente du conseil d'administration,



Maryse Gaudreault

La présidente du Comité d'audit,



Tanya Gracie

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)
Pour les trois mois clos le 30 juin (en milliers de dollars)

	2025-2026	2025	2024
	Budget annuel	Réel	Réel
	(note 2)		
REVENUS			
Opérations de location et servitudes	27 715	5 775	5 521
Recouvrements	17 007	2 795	1 285
Frais d'accès aux usagers	4 426	588	555
Intérêts	5 991	1 776	3 603
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	43 050	108	1
Autres revenus	2 581	1 598	1 578
	100 770	12 640	12 543
CHARGES (note 7)			
Planification à long terme	17 946	1 747	1 608
Intendance et protection	142 626	31 927	28 045
Services internes	41 890	9 041	8 653
	202 462	42 715	38 306
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(101 692)	(30 075)	(25 763)
Financement du gouvernement du Canada			
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	101 382	21 371	17 392
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8)	100 825	26 366	6 283
	202 207	47 737	23 675
Excédent (déficit) de la période	100 515	17 662	(2 088)
Excédent accumulé au début de la période	1 087 512	1 068 023	1 014 018
Excédent accumulé à la fin de la période	1 188 027	1 085 685	1 011 930

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)**

Pour les trois mois clos le 30 juin (en milliers de dollars)

	2025-2026	2025	2024
	Budget annuel	Réel	Réel
	(note 2)		
Excédent (déficit) de la période	100 515	17 662	(2 088)
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6)	(116 275)	(24 890)	(34 610)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	26 346	6 565	5 573
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(43 050)	(108)	(1)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	61 500	108	1
	(71 479)	(18 325)	(29 037)
Variation des frais payés d'avance	-	(2 931)	(5 789)
	-	(2 931)	(5 789)
Augmentation (diminution) des actifs financiers nets	29 036	(3 594)	(36 914)
Actifs financiers nets au début de la période	(1 311)	20 240	79 492
Actifs financiers nets à la fin de la période	27 725	16 646	42 578

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITAL NATIONALE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)
Pour les trois mois clos le 30 juin (en milliers de dollars)

	2025	2024
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires		
pour les charges d'exploitation	32 143	18 695
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	5 473	5 620
Rentrées de fonds provenant des recouvrements, frais d'accès aux usagers et autres revenus	6 942	2 005
Palements aux fournisseurs	(22 478)	(22 597)
Palements aux employés	(17 914)	(14 690)
Intérêts reçus	1 482	2 472
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(68)	(36)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	5 580	(8 531)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour		
les immobilisations corporelles	20 951	4 399
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(17 691)	(25 281)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	108	1
Rentrées de fonds pour cession future d'un terrain	1 693	46
Déboursés pour l'assainissement environnemental	(76)	(68)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement en immobilisations	4 985	(20 903)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Rentrées de fonds pour le Fonds « Chambers Building »	67	95
Acquisition de placements	(726)	(522)
Encaissement de placements	667	523
Flux de trésorerie provenant des activités de placement	8	96
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	10 573	(29 338)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	171 258	171 363
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	181 831	142 025
Représentés par :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	167 024	129 641
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés	14 807	12 384
	181 831	142 025

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. La CCN encourage la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive depuis 2015-2016.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2025 qui détaillent les normes comptables applicables.

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers trimestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels les plus récents.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées au titre d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date de clôture ainsi que sur les montants présentés au titre de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, la provision pour assainissement environnemental, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les avantages sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les résultats réels peuvent différer de façon significative des estimations de la direction.

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2025-2026, présentées dans le *Plan d'entreprise 2025-2026 à 2029-2030*, qui doivent encore être approuvées par le gouvernement, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 30 juin 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 167,0 millions de dollars (158,6 millions au 31 mars 2025) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 3,4 % (4,7 % au 31 mars 2025).

B. PLACEMENTS

Au 30 juin 2025, les placements de portefeuille incluent des titres de gouvernements provinciaux ainsi que des certificats de placement garanti totalisant 31,0 millions de dollars (31,0 millions au 31 mars 2025) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 4,9 % (4,9 % au 31 mars 2025).

	30 juin 2025		31 mars 2025	
	Coût amorti	Cours du marché	Coût amorti	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	11 018	10 933	10 992	10 974
Certificats de placement garanti	20 000	20 000	20 000	20 000
	31 018	30 933	30 992	30 974

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 30 juin 2025, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 79,3 millions de dollars (76,2 millions au 31 mars 2025) étaient inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est désignée à l'interne et réservée à un usage particulier.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés

La trésorerie et équivalents de trésorerie affectés sont composés des éléments suivants :

	30 juin 2025	31 mars 2025
Fonds « Chambers Building »	8 486	8 419
Dépôt pour cession future d'un terrain	4 518	2 493
Train léger sur rail	1 803	1 789
	14 807	12 701

Fonds « Chambers Building »

Tel qu'indiqué dans le bail foncier du 40, rue Elgin (l'édifice Chambers), ce fonds administré par la CCN provient de contributions de l'ancien locataire et a pour objectif de financer l'apport d'améliorations futures à cet immeuble. Un passif connexe est comptabilisé dans l'état de la situation financière.

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

	30 juin 2025	31 mars 2025
Revenus de location reportés	8 362	8 356
Revenus de permission d'occuper reportés	1 037	1 302
Crédits parlementaires pour diverses initiatives	9 738	-
Contribution de SPAC pour la construction du nouveau siège social	5 463	10 879
Contribution de la Ville d'Ottawa pour l'aménagement du parc riverain de la berge sud	938	1 476
Autres revenus reportés	13 619	13 033
	39 157	35 046

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de quatre différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,0 %, 4,27 %, 6,01 % et 6,5 %. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2075. Durant la période, des revenus de location reportés de 0,1 million de dollars (0,1 million au 30 juin 2024) ont été constatés aux résultats.

La contribution de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) de 5,5 millions de dollars (10,9 millions au 31 mars 2025) est pour les travaux de rénovations du nouveau siège social de la CCN qui devraient être terminés d'ici 2026-2027, et la contribution de la Ville d'Ottawa de 0,9 million de dollars (1,5 million au 31 mars 2025) est pour l'aménagement du parc riverain de la berge sud

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

en lien avec le projet de train léger sur rail et est constatée selon l'achèvement des travaux qui devraient être terminés d'ici 2029-2030.

Les autres revenus reportés correspondent principalement à une contribution d'Anciens Combattants Canada de 3,5 millions de dollars (3,6 millions au 31 mars 2025) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici 2026-2027, une contribution d'Affaires Mondiales Canada de 3,1 millions de dollars (3,7 millions au 31 mars 2025) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici 2026-2027, ainsi qu'une contribution de Patrimoine canadien de 1,1 million de dollars (1,2 million au 31 mars 2025) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici la fin 2025-2026.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. Immobilisations corporelles

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions/Ajustements	Dispositions	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/Ajustements	Solde de fermeture	30 juin 2025	31 mars 2025
Terrains ¹	388 964	195	-	389 159	-	-	-	-	389 159	388 964
Immeubles et infrastructures ²	1 191 356	24 250	-	1 215 606	548 077	6 288	-	554 365	661 241	643 279
Améliorations locatives	15 360	-	-	15 360	13 072	87	-	13 159	2 201	2 288
Matériel ²	25 643	445	-	26 088	20 489	190	-	20 679	5 409	5 154
	1 621 323	24 890	-	1 646 213	581 638	6 565	-	588 203	1 058 010	1 039 685

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2025) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures, et matériel incluent 147,7 millions de dollars (123,3 millions au 31 mars 2025) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2025 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

	2025-2026 Budget annuel (note 2)	30 juin 2025	30 juin 2024
Biens et services	91 662	16 072	13 185
Salaires et avantages sociaux	71 583	16 825	16 213
Amortissement	26 346	6 565	5 573
Paielements tenant lieu d'impôts fonciers	12 871	3 253	3 335
	202 462	42 715	38 306

Pour la période close le 30 juin 2025, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments, acquis ou construits par la CCN, représentaient 1,8 million de dollars (0,6 million au 30 juin 2024). Ceux-ci sont comptabilisés comme charges au poste « Biens et services ».

8. Crédits parlementaires

	30 juin 2025	30 juin 2024
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation¹		
Montant reçu durant la période	32 143	18 695
Montant reçu pour l'exercice précédent	(1 184)	(1 331)
Montant différé de l'exercice précédent	150	28
Montant différé à la période suivante	(9 738)	-
	21 371	17 392
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles²		
Montant reçu durant la période	20 951	4 399
Montant différé de l'exercice précédent	5 415	1 884
	26 366	6 283
Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période	47 737	23 675

1. En date du 30 juin 2025 et 2024, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2026 et 2025 totalisaient 96,0 millions et 69,5 millions de dollars respectivement.

2. En date du 30 juin 2025 et 2024, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2026 et 2025 totalisaient 83,8 millions et 25,3 millions de dollars respectivement.